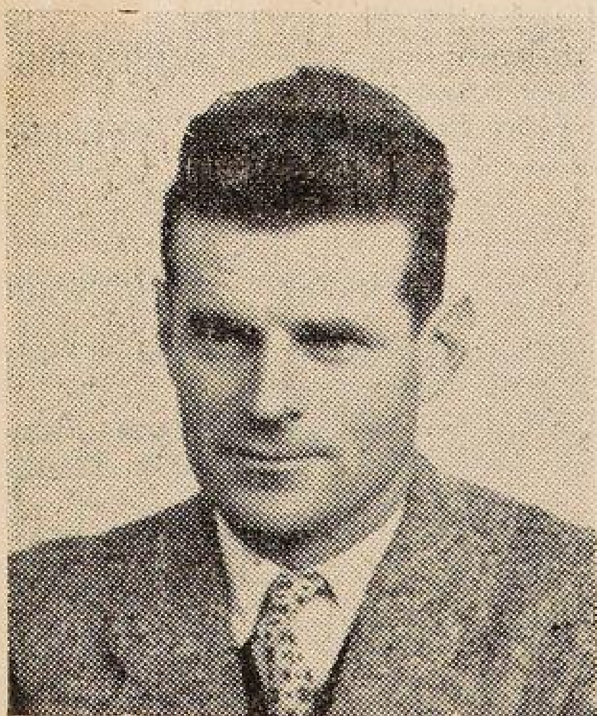
ELECTIONS LEGISLATIVES

du 23 Novembre 1958

CIRCONSCRIPTION
DE MARMANDE



Lucien CHOLLET



Joseph TURROQUES

Electrices, Electeurs,

Au seuil de la République nouvelle, que vous avez votée le 28 Septembre, permettez à deux jeunes élus locaux, investis de la confiance de leurs administrés, de venir solliciter vos suffrages, avec toute la foi, le dynamisme de la jeunesse qui veut un profond changement dans l'administration du pays.

Oui, nous sommes Jeunes et décidés à faire du neuf, mais nous ne sommes pas inexpérimentés.

En effet, votre confiance nous a placés, depuis plusieurs années, à la tête de nos communes respectives, et, en ce qui concerne les administrés du Canton de CASTELJALOUX, ils ont approuvé ma gestion en m'envoyant siéger à l'Assemblée Départementale. Ceci est pour vous une garantie.

Le 13 Mai, nous avons dit «oui» immédiatement, nous déclarant partisans du retour du Général DE GAULLE, car nous avions compris qu'avec lui, la FRANCE trouvait la dernière chance de refaire l'unité du pays dans une transformation des mœurs politiques.

Nous ne pensons pas que cette unité et cette transformation des méthodes puissent être faites par ceux qui, fidèles à leur passé, ont commencé par douter, pour se rallier quand ils ont senti que le mouvement populaire allait condamner une telle attitude.

Pour une République parfaitement rénovée, nous vous proposons un triple objectif :

- Assurer la liberté des citoyens contre l'Étatisme bureaucratique et contre le Communisme.
- Rendre l'État capable de remplir sa vraie fonction. de conduire notre Pays en pleine évolution, vers ses destins de grande puissance.
- Ouvrir à la nation des perspectives d'expansion économique et de progrès social, dans la stabilité financière

Nous lutterons contre l'inflation, génératrice de déséquilibre économique et de misère sociale.

A cet effet; nous pensons qu'il faut :

POUR LES AGRICULTEURS :

Assurer la défense de l'Exploitation Familiale qui constitue la cellule de base de l'Agriculture Française qui nécessite d'urgence l'application d'une politique agricole aux impératifs suivants:

Sur le plan Économique :

— La création d'une CAISSE NATIONALE DE CALAMITES AGRICOLES pour sauver les Exploitants en difficulté à la suite des gelées des années passées ;

— L'encouragement à la COOPERATION sous toutes ses formes (utilisation en commun du matériel, conditionnement et vente des produits, etc.) ;

— L'interdiction des CUMULS ABUSIFS qui suppriment souvent, au profit d'entreprises à caractère industriel, des Exploitations Familiales viables;

— La RESERVATION AUX EXPLOITATIONS FAMILIALES des cultures spéciales (fruitières et légumières) parfaitement rentables sur de petites et moyennes superficies;

— L'ATTRIBUTION DE CREDIT PRIORITAIRE pour l'installation et le démarrage des jeunes Agriculteurs, migrants ou non, désireux d'accéder à la propriété ;

— Le développement considérable. dans la liberté, de la VULGARISATION AGRICOLE et de l'ENSEIGNEMENT AGRICOLE pour élever le niveau technique des chefs d'exploitation et permettre ainsi à l'agriculture d'évoluer rapidement ;

— L'AMENAGEMENT DU REGIME SUCCESSORAL des Exploitants Agricoles ;

— L'ORGANISATION de la PRODUCTION en fonction des vocations particulières des différentes régions et des possibilités de débouchés intérieurs et extérieurs.

Dans ce cadre, est nécessaire la FIXATION D'OBJECTIFS DE PRODUCTION A LONG TERME pour que l'Agriculture puisse effectuer les changements de production indispensables.

Ces objectifs devront être établis en commun par les Pouvoirs publics et les Organisations professionnelles

Un SYSTEME d'OBJECTIFS et de PRIX ANNUELS GARANTIS PAR INDEXATION (véritable échelle mobile des prix agricoles), permettant aux Exploitants d'orienter leur exploitation vers telle ou telle production en toute connaissance des cours qui seront pratiqués durant plusieurs années.

Ce système existe déjà pour les céréales, le lait, la viande; mais il doit être rigoureusement observé: Les engagements pris devant être tenus par le Gouvernement.

L'Organisation des Marchés Agricoles :

— Par une politique de stockage pour éviter à la fois l'effondrement des cours en période pléthorique et leur montée en flèche en période déficitaire.

— Par un nouveau système de distribution qui n'écrase pas producteurs et consommateurs et permette au commerce de jouer son rôle, tout en éliminant les spéculations et en raccourcissant les circuits.

— Par l'alimentation, par l'Etat et la profession, du FONDS de GARANTIE MUTUELLE permettant d'exporter, aux prix mondial ou Européen, les produits en excédent sur le marché Français: blé, viande, fruits et tomates, raisins, etc.

— Par la mise en place de moyens modernes de préparation à la vente et de commercialisation des produits, notamment des fruits et légumes: Stations de conditionnement, Marchés-Gares. MARCHES D'INTERET NATIONAL, etc.

A MARMANDE, un MARCHE D'INTERET NATIONAL doit nécessairement être créé POUR LA TOMATE ET POUR LES FRUITS.

Sur le plan social :

— La reprise des pourparlers avec les dirigeants du Corps Médical, permettant d'établir, en faveur des Salariés, un REMBOURSEMENT EFFECTIF à 80 P. CENT sur les consultations et visites.

— La création, en faveur des Exploitants Agricoles, d'une Assurance obligatoire : Maladie, Chirurgie et gros Risques.

— La parité des Prestations Familiales entre Exploitants et Salariés.

— La création d'une véritable retraite pour les Agriculteurs, basée sur les cotisations actuelles et sur les cotisations complémentaires que les Exploitants devraient pouvoir verser. comme les Fonctionnaires.

Pour l'Industrie :

— Amener de l'énergie (Gaz de Lacq) déjà utilisé à CASTELJALOUX.

— Construction de Logements Sociaux.

— Attirer de l'industrie décentralisée, en lui offrant des conditions spéciales. Car nous rappelons:

Pas d'énergie, pas d'industrie.
Pas d'industrie, pas d'ouvriers.
Si pas d'ouvriers, pas de consommateurs.
Pas de consommateurs, pas de marchés.
Si pas de marchés, pas de vie économique florissante:
Pas d'enrichissement agricole et commercial.

Pour le Commerce et l'Artisanat :

Il faut en finir avec ce système périmé, maintes fois dénoncé, et contre lequel personne n'a pu faire voter la moindre solution de remplacement.

Nous préconisons UNE ETUDE APPROFONDIE DE L'IMPOT SUR L'ENERGIE, seul moyen d'éviter aux Commerçants et Artisans d'être des collecteurs d'impôts (taxes et autres cotisations), source continuelle d'ennuis, de vexations et de contrôles.

Commerçant et fils de commerçants, mes préoccupations sont les vôtres, et c'est tout dire. Vos droits sont les mêmes que ceux des autres travailleurs de France, en toutes matières et notamment sur le plan social: Allocations, Prestations, etc.

Pour les Ouvriers :

Voulant un syndicalisme libre, retrouvant sa véritable mission et tenant compte de votre désir de profond changement dans cette Nation travailleuse, nous pensons que l'essor économique conditionne l'intérêt de tous, et, en premier lieu, de ceux qui produisent.

Il faut également se battre pour vous assurer :

— des Conventions Collectives librement discutées;

— Une Assurance obligatoire contre le chômage;

— Un arbitrage obligatoire qui évite le recours à la grève, moyen ultime et très souvent inutile;

— Une politique de plein emploi.

Pour les Fonctionnaires :

Vous souffrez vous aussi de ce système administratif périmé, causant autant de difficultés à ceux qui l'appliquent qu'aux usagers. Nous lutterons pour le simplifier.

Pour les Vieillards et Economiquement Faibles :

Etant Maires tous deux, nous vous cotoyons chaque jour et connaissons vos difficultés.

Soyez assurés que nos soucis sociaux sont à la mesure de votre détresse.

Pour une France bien administrée, pour une France honnête.

Pour une Communauté Française humaine et faisant prévaloir la nécessaire union des divers Peuples la composant. Contre le totalitarisme.

Votez jeune, votez nouveau ! Et confirmez votre «OUI»

CANDIDAT SUPPLÉANT :
Lucien CHOLLET,
Maire de Savignac-de-Duras.

Joseph TURROQUES,
Maire de Casteljaloux - Conseiller Général.
INDÉPENDANT.

demeoux - marmande